

3 - L'Organisme Agréé

En cas de déclaration n° 2031 (de plein droit ou sur option), l'impôt sur le Revenu sera calculé sur le montant de votre Bénéfice majoré de 20 % (en 2020), 15% (en 2021) et 10% (en 2022 SAUF si vous adhérez à **ARCOLIB**, vous permettant alors de ne pas subir cette majoration. → **Adhésion à réaliser dans les 5 mois du début d'activité**, ou dans les 5 mois suivant la clôture de l'exercice en cas d'activité déjà existante.

ARCOLIB : cotisation 2021 = 180 € TTC (50,00 € TTC si 1ère année d'activité et 30,00 € TTC si micro-BIC).

Cette cotisation est déductible du bénéfice professionnel.



Si vos recettes sont inférieures à 176 200 € et que vous déclarez SUR OPTION à un régime réel d'imposition, les frais d'ARCOLIB et de votre expert-comptable peuvent venir en réduction d'impôt pour 2/3 de leurs montants (max 915 € par an).

4 - Charges Déductibles

- Petit équipement et outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT : petits outillages (vaisselles, nappes, couteaux, ...), vêtements de travail (tablier, chaussures de sécurité...). Si valeur supérieure à 500,00 € HT : Immobilisation avec déduction d'amortissements annuels

- Frais de repas des salariés :

D'après une circulaire DRT-DSS, l'employeur est tenu de nourrir gratuitement son personnel ou lui allouer à défaut une indemnité compensatrice (3,45 € par repas en 2021) à condition que :

- L'entreprise soit ouverte à la clientèle au moment des repas,
 - Le salarié soit présent au moment des repas,
- Les salariés ont droit à 2 repas par jour ou 1 seul s'il n'effectue que 5h ou moins au cours de la journée.

- Frais mixtes :

Les frais mixtes sont des dépenses engagées pour les besoins de l'entreprise, mais qui profitent également au chef d'entreprise ou à un associé. La partie personnelle de la dépense devra être retraitée du résultat. Les prélèvements en nature seront à réintégrer.

- Assurance Responsabilité Civile (RCP) :

Fortement recommandée pour couvrir les dommages causés aux clients (comprise dans contrat multirisque le cas échéant).

- **Cotisation SACEM** si diffusion de musique dans l'établissement.

- Contribution Économique Territoriale (CET) :

La valeur locative fait l'objet de plein droit d'une réduction prorata temporis en fonction de la période d'inactivité pour les restaurateurs et les cafés exerçant une activité à caractère **saisonnier** (12 à 41 semaines dans l'année et ouverture de l'établissement continue ou fractionnée sur plusieurs périodes).

ET AUSSI...

- La cotisation à un syndicat pro (UMIH – CFDT Hôtellerie...)
- Les fournitures administratives ...

- Cotisations sociales :

3 régimes OBLIGATOIRES (base = bénéfice + Madelin) :

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2021 = 41 136 €)

- **Allocations Familiales** : 0 % sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,10 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,10 % au-delà.

- **CSG/CRDS** : **9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- **Assurance Maladie** : augmentation progressive du taux de 0,85 % (Indemnités journalières) à 2,2 % pour les revenus inférieurs à 40 % PASS, de 2,2 % à 7,2 % pour les revenus compris entre 40 % et 110 % du plafond SS et 7,2 % au-delà, et taux de 6,5 % pour la fraction du revenu supérieur à 5 PASS (205 680 €).

- **Assurance Vieillesse** (Cot. de base : 17,75 % dans la limite du plafond SS et 0,60 % au-delà) (Cot. Complémentaire : 7 % dans la limite du plafond spécifique de 38 340 € en 2020 et 8 % entre le plafond spécifique et 4 PASS) (Invalidité - Décès : 1,30 % dans la limite d'un PASS).

→ **Recouvrement par la Sécurité Sociale des Indépendants...**
(URSSAF, CPAM et l'Assurance Retraite de la Sécurité Sociale)

Pour un début d'activité au 01/01/2021	1ère année
Allocations Familiales*	0 €
CSG-CRDS	758 €
- dont CSG déductible	531 €
CFP	119 €
Maladie 1*	522 €
Maladie 2* (indemnités journalières) base = 40% PASS	140 €
Retraite de base*	1 387 €
Retraite complémentaire	547 €
Invalidité - Décès*	102 €
TOTAL	3 575 €
Total si Exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)	1 424 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels
*exonération de début d'activité possible

À noter que les premières cotisations sont calculées au prorata en fonction de la date de début d'activité, à l'exception de la cotisation indemnités journalières.

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite
- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

RESTAURATEUR BARMAN - BARISTA

FICHE MÉTIER

Édition Janvier 2021



☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr

🌐 www.arcolib.fr

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

8 place du Colombier BP 40415
35004 RENNES Cedex

1 rue Anita Conti
56000 VANNES

« Le Cardo » 4 rue du Wattman
44700 ORVAULT (NANTES)

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

1 - Formalités Administratives

L'exploitation d'un café-restaurant est une activité commerciale soumise à une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS).

Pré-requis :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau CAP/BEP à BAC professionnel, BP en hôtellerie et restauration, pouvant être complété par une mention complémentaire d'employé barman ;

- Exploitation d'un débit de boissons ou d'un restaurant soumise :

* à une déclaration auprès de la préfecture de police ou de la Mairie,

* Et à l'obtention d'une licence (I, II, III, IV) :

Impossible si le nombre de débit de boissons dans la commune (soit 1 débit pour 450 habitants) est atteint ou dépassé (sauf en cas de transfert), ou si zone protégée par arrêté préfectoral...

Si le restaurateur vend des boissons alcoolisées uniquement à l'occasion des repas il doit être titulaire d'une licence restaurant.

Afin d'obtenir sa licence, le restaurateur doit suivre une formation spécifique donnant lieu à la délivrance d'un permis d'exploitation valable pendant 10 ans (prolongation possible par formation).

Durée : trois jours minimum (soit 20 heures de formation) pour les nouveaux exploitants, une journée (soit 6 heures) pour les personnes justifiant d'une expérience pro de 10 ans ou pour les titulaires d'une licence de vente à emporter (épicerie, supermarchés, ...) qui vendent des boissons alcoolisées entre 22 heures et 8 heures.

* à une réglementation en matière d'affichage, d'étalage, de protection des mineurs, d'interdiction de fumer, d'hygiène et de sécurité dans le but de protéger les consommateurs ;

Attention : il est à noter que la distribution de boisson alcoolisée par un distributeur est interdite.

* aux exigences réglementaires liées aux Établissements Recevant du Public (ERP) en matière d'incendie et d'accessibilité. À noter que les heures d'ouverture/fermeture sont fixées par arrêté préfectoral ;

* aux règles sanitaires (arrêté du 21 décembre 2009) en respectant scrupuleusement les règles de sécurité alimentaire (contrôles fréquents notamment concernant les risques microbiologiques, sources d'intoxication alimentaire...), aux normes d'hygiène et de salubrité dans le restaurant en entretenant la verrerie, les équipements du bar et les locaux...

* à l'affichage des menus avec prix, les allergènes le cas échéant, l'utilisation du logo « fait maison », les conditions de paiement (titres restaurants inclus), l'utilisation d'un système de vidéo-surveillance dans le restaurant et sur la voie publique...

Convention collective nationale des cafés-restaurants : JO 3292-IDCC 1979

- **Modes d'exercice :** Indépendant, Franchisé (les droits d'entrée pouvant varier entre 10 000 et 80 000 €) ...

- **Formalités de création dépendant du choix du régime juridique :**

* **Entreprise Individuelle, dans un délai d'un mois suivant le début d'activité :** effectuer l'immatriculation auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) qui est la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du lieu d'établissement de l'entreprise (formulaire CERFA n° 11676*10 ou P0 à déposer), se rapprocher de l'URSSAF et du service des Impôts.

* **Société :** rédaction des statuts, avis de constitution dans un Journal d'Annonces Légales (JAL), formulaire M0 et intercalaire TNS, immatriculation auprès du Greffe du Tribunal de Commerce (CFE), délivrance de l'extrait Kbis, se rapprocher de l'URSSAF et des Impôts.

2 - Fiscalité

A - MICRO-BIC & RÉEL

* **CA ANNUEL < 176 200 € : Micro-BIC avec application automatique d'un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 71 %.** Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années (N-1 et N-2 = pas d'activité = 0 € de CA)



Si vos charges réelles (marchandises, équipements, assurances, amortissements, etc...) sont supérieures à cet abattement ce régime n'est pas intéressant.

Formulaire à compléter : 2042-C-PRO en case micro BIC (5KP) pour le montant du chiffre d'affaires annuel brut hors taxe de l'entreprise.

En cas de +/- values réalisées en Micro-BIC : rubriques 5KX à 5KR



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BIC en N+2.

Activités	Micro-BIC	Régime Réel Simplifié	Régime Réel Normal
Ventes (VTE)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 176 200 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 176 200 € et 818 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 818 000 €

* **CA ANNUEL > 176 200 € : Réel simplifié (option possible pour le réel normal).** Déclarations n°2031 et 2033 (réel simplifié) seront à produire (ou n°2031 et 2050 si option au réel normal ou si CA > 818 000 €). **BOI-BIC-DECLA-10-10-20**

À noter que les options fiscales retenues à l'occasion d'une création d'entreprise doivent être indiquées sur la déclaration de création d'activité de l'entreprise (formulaire P0). Si le professionnel n'est pas sûr, il est conseillé de cocher « Micro-BIC » puis d'opter, le cas échéant, au réel. Mais attention, l'entrepreneur au Micro-BIC qui souhaite opter à régime réel doit faire l'option au SIE par courrier avant le 1^{er} février de la 1^{ère} année au titre de laquelle il souhaite bénéficier du régime réel. Elle est reconduite tacitement... renonciation dans les mêmes conditions. **BOI-BIC-DECLA-10-30**

B - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Les établissements spécialisés dans la restauration et/ou la consommation de boissons bénéficient du taux intermédiaire de 10 % (boissons non alcoolisées servies dans des contenants ne permettant pas leur conservation) ou du taux réduit de 5.50 % (bouteille, canette, brique non alcoolisées).

Les boissons alcoolisées sont soumises au taux normal de 20 % (les alcools incorporés dans les plats préparés ne constituent pas de boissons alcooliques). Les denrées sont quant à elles soumises au taux intermédiaire de 10 %. Le restaurateur peut proposer des menus à emporter à sa clientèle. Ceux-ci seront soumis au taux réduit de TVA de 5.50 % car ces produits n'ont pas vocation à être consommés immédiatement, à l'exclusion des produits préparés en vue d'une consommation immédiate au taux intermédiaire de 10 % dans les conditions précisées aux **§ 430 et 440 du IV du A du BOI-TVA-LIQ-30-10-10**.

*Possibilité d'être en franchise en base de TVA dès lors que le chiffre d'affaires est inférieur à 85 800 €.

NB : Pour les entreprises nouvelles, la franchise est de droit la première année d'activité dès lors que le chiffre d'affaires limite de 94 300 € n'est pas atteint.

*Option possible pour la TVA, valable 2 ans et reconduite tacitement, effet au 1^{er} jour du mois de l'option.

Attention : Un établissement qui détient un poste de télévision doit s'acquitter de la contribution à l'audiovisuel public. La déclaration doit être effectuée une fois par an et simultanément avec celle de la TVA [Annexe 3310 A à la déclaration CA3 du mois de mars ou sur la CA12].

Vente de produits complémentaires : tabac, tickets de loterie...

Un établissement possédant une licence de restaurant ou de débit de boissons à consommer sur place peut être autorisé pour la revente de tabacs (doit être soumis à la TVA, dans les conditions de droit commun, le supplément de prix réclamé en sus du prix de vente au détail).

C - CRÉDITS D'IMPÔT

1 - POUR LA FORMATION DU CHEF D'ENTREPRISE : s'applique aux dépenses de formation d'un dirigeant (entreprise individuelle ou société). Le montant du crédit d'impôt est égal au nombre d'heures de formation (dans la limite de 40H/an) par le taux horaire du SMIC (**BOI-BIC-RICI-10-50**), soit 410 € max en 2021.



Le micro-entrepreneur BIC ne peut pas en bénéficier,

2 - CRÉDIT D'IMPÔT MAÎTRE-RESTAURATEUR

Lorsque le dirigeant ou un de ses salariés a obtenu le titre de maître-restaurateur, le crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses permettant l'application de normes d'aménagement et de fonctionnement prévues par le cahier des charges relatif au titre de maître-restaurateur engagées au titre de l'année de l'obtention du titre et des 2 années suivantes, dans la limite de 30 000 €. Ce crédit est à reporter sur l'imprimé 2069-RCI-SD et le calcul sur l'imprimé 2079-MR-FC-SD (**BOI-BIC-RICI-10-70.20**).